

## *lutttes étudiantes*

# Le rôle des militants étudiants

Robert Chapuis

Il est difficile d'être étudiant aujourd'hui. Non parce que cette dignité est refusée au grand nombre, mais parce que le petit nombre des « élus » ne sait que faire de cette dignité et la voit plutôt comme un piège, un traquenard. Le menu qu'on leur propose donne plutôt envie de vomir, et pourtant il faut l'ingurgiter, ne serait-ce que pour vivre. Que le menu devienne plus appétissant, et il n'apparaît que comme un masque inutile ou pernicieux devant l'existence qu'on vous prépare à l'intérieur de la bonne société bourgeoise. Par conséquent, pas d'hésitation ; c'est cette existence qu'il faut changer : il faut faire la révolution.

Dans une telle situation, il est normal qu'on voit se développer des solutions de fuite :

- perdre conscience, se perdre dans les phantasmes d'importation ou de son propre crû ; « bosser » pour en sortir » : avaler les unités de valeur à un rythme accéléré pour arriver à une autre « existence » où l'on pourra avoir enfin la conscience (révolutionnaire ou bourgeoise) tranquille ;

- aller à l'usine et prendre une position de classe sans ambiguïté en entrant directement dans le processus de production, au niveau prolétarien le plus incontestable : celui de l'ouvrier manuel ;

- rechercher des compensations, individuelles ou groupusculaires, dans un activisme à courte vue, ou un idéologisme à longue portée : on se fait « étudiant es révolutions » et l'on bâtit son langage ou son école, tout en traînant au fil des mois le malaise des examens bourgeois. On laissera aux psychologues le soin de définir toutes les autres formes de compensation possibles...

Mais il y a ceux qui se refusent à fuir. Ceux-là constatent qu'il existe un milieu étudiant, que ce milieu a pris une nature de masse et que la position de classe des étudiants ne dépend pas seulement de leur origine ou de leur avenir : qu'ils soient fils d'ouvrier ou de médecin, qu'ils soient futurs chômeurs, ingénieurs ou enseignants, leur position dépend de la façon dont — aujourd'hui, au moment qu'ils vivent — l'Université se situe par rapport au système de production et par rapport à

l'Etat qui garantit le maintien, voire le développement dudit système. Ce double point de vue caractérise objectivement l'Université, donc la situation étudiante sur le champ de la lutte de classes.

A partir de ce moment, deux voies peuvent s'offrir :

- s'enfermer dans cette situation étudiante, soit en voulant la gérer, soit en voulant y « défendre » les acquis ou les chances de la classe ouvrière. C'est le choix des militants communistes qui veulent mettre l'université au service de la classe ouvrière par la « démocratisation », c'est-à-dire l'ouverture et l'aménagement de l'institution. On ne sait plus très bien évidemment si ce choix est effectif ou s'il est l'alibi d'un autre : mettre le mouvement étudiant au service de la politique du parti communiste. Mais en admettant la sincérité de la stratégie de démocratisation, on sait bien qu'elle aboutit en fait à un double refus, à une double impasse :

- on se refuse à voir la réalité sociale de l'Université, en se contentant de parler de l'institution (celle que M. Edgar Faure a voulu orienter) : cette réalité, c'est le fait d'une rupture de classe pour un nombre important d'étudiants qui peut les mettre sur les positions de la classe ouvrière et fait que la lutte de classes passe à l'intérieur de l'Université ; cette réalité, c'est l'ensemble des contradictions apportées par la crise du développement capitaliste et la crise de l'idéologie bourgeoise qui en est le reflet : du même coup les problèmes internes à l'Université, même s'ils sont en partie des problèmes internes à la bourgeoisie, se posent désormais en termes de lutte de classes (1) ;

- on se refuse à créer les conditions d'un « mouvement » étudiant, en se contentant d'affirmer globalement les intérêts d'un milieu dont l'homogénéité ne tient nullement à des raisons internes, mais uniquement au rapport global de l'Université, avec le système économique et social. On sert en fait les intérêts d'un pouvoir qui a tout intérêt à masquer ce rapport et se contenterait

aisément d'améliorer les conditions de la vie commune des étudiants (comme dans l'usine on sera prêt à améliorer les « relations humaines », afin de masquer l'exploitation patronale).

Cette attitude n'anime pas que les militants de l'U.E.C. ; on la retrouve en grande partie chez ceux de l'A.J.S. — Si cette dernière organisation y ajoute le refus de la participation, c'est qu'il y a chez elle une logique « ouvrière » à laquelle les communistes refusent de céder sur le plan universitaire, d'autant que la conjoncture leur a permis d'avoir, par la participation, une existence que le mouvement étudiant avait du mal à leur reconnaître. Tactique différente par conséquent, mais stratégie semblable pour l'essentiel.

- Refuser de s'enfermer dans la situation étudiante, mais se situer comme étudiants par rapport aux formes actuelles de la lutte de classes et à la nécessité d'une stratégie révolutionnaire sur les principaux terrains de lutte, donc notamment sur le terrain universitaire.

A nouveau, ici, deux démarches restent possibles :

- celle qui vise à la formation d'une « avant-garde » révolutionnaire au service de la classe ouvrière, lui apportant la parole que le parti communiste a cachée ou déformée, lui fournissant les thèmes et les moyens d'action que le P.C., enfoncé dans le parlementarisme, n'est plus capable d'inventer. Cette attitude implique l'existence d'une organisation cohérente et centralisée, capable de s'imposer par son dynamisme et ses initiatives. C'est, pour faire bref, la démarche de la Ligue Communiste, comme de tous ceux qui cherchent à fonder — sous des formes diverses — un « mouvement révolutionnaire étudiant ». L'exemple des échecs du Movimento Studentesco en Italie, qui relève de cette optique, suffit à prouver l'inanité d'une telle tentative. Le débat paraît ouvert à l'intérieur de la Ligue Communiste à ce propos ; le rapprochement avec le P.S.U. peut faire réfléchir ces camarades sur les conditions d'une stratégie révolutionnaire à l'Université en même temps que sur les formes de construction d'un véritable parti révolutionnaire. Mais le débat ne doit pas se prolonger indéfiniment, car il immobilise de nombreux militants dont l'énergie serait bien employée à la seconde démarche :

- celle qui vise au développement d'un mouvement de masse étudiant, dont l'U.N.E.F. devrait être le support.

L'existence d'un tel mouvement est la seule réponse révolutionnaire possible à un moment où l'offensive capitaliste se développe sur tous les fronts, et notamment sur le front universitaire. Abandonner ce point, hésiter sur la stratégie, c'est renforcer la pression de l'adversaire de classe, c'est limiter les chances du combat socialiste dans son ensemble.

Pour qu'existe un tel mouvement, un certain nombre de conditions sont nécessaires :

- une définition qui ne saurait se référer à la simple tradition syndicale, en raison des ambiguïtés signalées plus haut : il est nécessaire que soient définies des options politiques du mouvement, de façon claire et démocratique, donc soumises au débat ;

- une base de masse réelle, qui implique que le débat englobe tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, organisés ou non, restent enfermés dans la situation étudiante et se bornent à vouloir « l'améliorer » ou la défendre ;

- une capacité d'existence à la base et le refus d'une bureaucratie d'appareil qui mettrait le mouvement au service de l'organisation et non l'organisation au service du mouvement de masse lui-même ;

- une capacité de mener des luttes effectives (et qui ne craignent pas d'être momentanément victorieuses...) en fonction de réactions directes de masses étudiantes, selon les situations qu'elles traversent ou dont elles prennent conscience, comme en fonction des offensives du pouvoir ou des risques que feraient courir des illusions réformistes ;

- enfin, une capacité de définir des objectifs, de donner à la masse étudiante des moyens de prise de conscience dans des luttes réelles, dans des affrontements significatifs.

Telle est la démarche sur laquelle les militants étudiants du P.S.U. devraient aujourd'hui réfléchir dans leurs groupes et dans leurs sections, avec leurs camarades du parti.

Elle permettrait de donner à leur rôle de militants politiques étudiants une dimension essentielle, mais qui n'est pas la seule. Ils ont aujourd'hui une responsabilité évidente dans la construction du mouvement de masse étudiant, à travers l'U.N.E.F., et pour son avance dans une perspective révolutionnaire. C'est sur cette responsabilité qu'ils seront le plus souvent jugés à l'extérieur comme à l'intérieur du parti. Mais ils ont aussi d'autres tâches :

- analyser et exprimer en termes politiques la réalité de la situation étudiante ;

- assurer la relation politique indispensable entre les luttes étudiantes et les autres fronts de lutte, dans le cadre d'une même stratégie révolutionnaire ;

- prendre en charge la stratégie du parti sur le terrain de l'université, avec tous ceux qui sont concernés (lycéens, enseignants...), qu'il s'agisse de la stratégie proprement universitaire ou de la stratégie globale du P.S.U. dont les « campagnes » sont une expression visible : ainsi la lutte anti-impérialiste, la lutte concernant l'armée bourgeoise

ou l'appui qui peut être apporté à la stratégie du contrôle ouvrier en fonction de leur devenir professionnel.

Il y a là matière à réflexion, non pour un raisonnement idéologique, mais pour un meilleur rapport avec la réalité, seule manière de vaincre sérieusement le poids de l'idéologie bourgeoise

sur la mentalité universitaire.

*1 Un exemple .- la suppression de la 2<sup>e</sup> langue vivante — par les contradictions quelle créait ou qu'elle révélait — a pu devenir ainsi une base de lutte essentielle, alors même que son objet — on l'avouera — était assez mince.*



M. Lefebvre



M. René Rémond



Le Président de l'U.N.E.F.